

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 05/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



BENTA LYON

29 AV CHARLES DE GAULLE
69230 SAINT-GENIS-LAVAL

Références : UD-R-SSDAS-22-293-AM
Code AIOT : 0006103750

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2022 dans l'établissement BENTA LYON implanté 29 AV CHARLES DE GAULLE 69230 SAINT-GENIS-LAVAL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BENTA LYON
- 29 AV CHARLES DE GAULLE 69230 SAINT-GENIS-LAVAL
- Code AIOT : 0006103750
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Benta Lyon, anciennement Famar, réalise la mise en forme et le conditionnement de produits pharmaceutiques et dispose d'un entrepôt logistique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- chaufferie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Ventilation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.6.	/	Sans objet
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.7.	/	Sans objet
3	Mise à la terre des équipements	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.8.	/	Sans objet
4	Alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.13.	/	Sans objet
5	Contrôle de la combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.14.	/	Sans objet
6	Détection de gaz. - Détection d'incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.16.	/	Sans objet
7	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.1.	/	Sans objet
8	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.2.	/	Sans objet
9	Etat des stocks des produits	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.5.	/	Sans objet
10	Entretien et travaux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.7.	/	Sans objet
11	Conduite des installations	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.8.	/	Sans objet
12	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.9.	/	Sans objet
13	Risques	Arrêté Ministériel du 04/08/2018, article I > 4.1.	/	Sans objet
14	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 4.5.	/	Sans objet
15	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 6.2.4.	/	Sans objet
16	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 6.2.4.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection ciblée sur la chaufferie n'a pas mis en évidence de non-conformité. Des observations ont été formulées concernant la vanne extérieur d'arrêt de l'alimentation en gaz du local abritant les chaudières et concernant la transmission du rapport de contrôle annuel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou toxique. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.
Constats : Le bâtiment abritant le local chaufferie comprend également les installations de production de froid, de compression d'air et de traitement de l'eau. Le local comportant les chaudières au gaz disposent d'ouvertures permanentes en partie basse et haute du local. Aucun écart n'est relevé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Un ou plusieurs dispositifs, placés à l'extérieur, permettent d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive. Le respect des normes NF C 15-100 (2015) et NF C 14-100 (2008) est présumé répondre aux exigences réglementaires définies au présent article.
Constats : Le dernier compte rendu de la visite annuelle effectué par la société Dekra date du 2 août 2022. Ce compte rendu met en évidence l'absence ou la présence de dispositifs de protection inadaptés contre les surintensités. Cette remarque concerne le coffret électrique de circuits terminaux pour la tour aéroréfrigérante. L'exploitant indique qu'un disjoncteur différentiel à courbe D a été installé en remplacement d'un disjoncteur à courbe C. Aucun écart n'est relevé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mise à la terre des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.8.
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Le respect des normes NF C 15-100 (2015) et NF C 14-100 (2008) est présumé répondre aux exigences réglementaires définies au présent article.
Constats : Aucun écart relatif aux mises à la terre n'apparaît dans le compte rendu annuel de vérification périodique du bâtiment D.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.13.
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées. Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation. Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide comporte un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible. Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide équipe chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci. La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.
Constats : Dans le local abritant les installations de combustion, les canalisations de gaz sont repérées par la couleur jaune. Il en est de même pour les canalisations présentes en façade extérieure. La vanne de sectionnement est placée en amont des deux vannes de coupures automatiques. Les équipements de coupure automatique sont repérés et présents. Les tests périodiques de ces équipements sont effectués régulièrement et aucune anomalie n'est relevé.
<u>Demande :</u> L'exploitant doit compléter l'affichage pour préciser son sens de rotation, bien que ce sens soit évident par la présence des crans et de la butée de rotation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle de la combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.14.
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation. Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.
Constats : Aucun écart n'a été relevé. Le bon fonctionnement des installations est assuré au quotidien par la société Idex avec un employé présent tous les jours sur le site. Le fonctionnement des installations de la chaufferie est monitoré dans un bureau de supervision et des reports d'alertes sont affichés au poste de garde dont la présence humaine est permanente. Ces équipements de contrôles et de mise à l'arrêt de l'installation en cas de détection d'un défaut font l'objet d'une vérification régulière par une entreprise extérieure (Oldham).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Détection de gaz. - Détection d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.16.
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie équipe les installations implantées en sous-sol. L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences du point 2.13 de la présente annexe. Des étalonnages sont régulièrement effectués. Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 2.7 de la présente annexe. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.
Constats : Aucun écart n'a été relevé. Le local chaufferie dispose de détecteur de gaz au-dessus de chaque brûleur ainsi que dans la zone d'extraction d'air haute du local. Ces détecteurs sont contrôlés et leur étalonnage est vérifié 2 fois par an par la société Oldham. En cas de déclenchement de la détection les vannes de coupures de gaz sont actionnées et les systèmes électriques sont mis hors tension.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
Constats : Aucun écart n'a été relevé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, n'ont pas un accès libre aux installations, nonobstant les dispositions prises en application du point 2.5, alinéa 1.
Constats : Aucun accès au bâtiment est possible à des personnes extérieures au site. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Etat des stocks des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus et de combustibles consommés, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Aucun écart n'a été relevé. Pour l'ensemble du site l'exploitant dispose d'un registre des produits dangereux. Au sein du local quelque bidon de traitement d'eau du circuit de chauffe (contre la corrosion et l'entartrage) sont présents sur rétention. Aucun stockage de produit combustible n'est présent dans la chaufferie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant veille au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service. Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie garantit une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fait sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention peut être effectué en dérogation au présent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspection des installations classées. Les soudeurs détiennent une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation est délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980 modifié relatif à l'attribution de l'attestation d'aptitude concernant les installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les rapports et cahiers de vérification des installations, aucun écart n'est relevé par rapport aux dispositions du présent point de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Conduite des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.8.
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion. Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée, lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi des équipements sous pression et des récipients à pression simple ; - pour les autres appareils de combustion, si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts, soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site. L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation. En cas d'anomalie(s) provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci est protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination du (des) défaut(s) par le personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.
<p>Constats : Aucun écart n'a été relevé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.</p>
<p>Constats : Les relevés des rendements inscrits dans les livrets des chaudières montrent des rendements satisfaisants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2018, article I > 4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences, directes ou indirectes, sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : L'exploitant n'a pas identifié de zonages dit « Atex » dans le local chaufferie en dépit de la présence de canalisations de gaz. Il considère notamment que la présence des détecteurs gaz et pressostat permet d'éviter la formation d'une atmosphère explosive dans le local en coupant de manière automatique l'arrivée du gaz.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 4.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.1 " incendie " et " atmosphères explosives " ; - l'obligation du " permis d'intervention " ou du " permis de feu " pour les parties de l'installation visées au point 4.1 ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.11 ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : Aucun écart n'a été relevé en matière de consignes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 6.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières. Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm ³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm ³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux. I. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2029 ; - aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ; - aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter du 1er janvier 2030.
Constats : L'exploitant a communiqué les premiers résultats transmis par un mail de la société Dekra dans l'attente du rapport complet concernant les mesures faites le 4/11/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 6.2.4.

Thème(s) : Risques chroniques, Installations de combustion

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Combustibles	Polluants			
	SO2 (mg/Nm3)	NOx (mg/Nm3)		Poussières (mg/Nm3)
		P < 10 MW	P ≥ 10 MW	
Biomasse	225	525 (5)		50
Autres combustibles solides	1 100	550 (10)		50
Fioul domestique	-	150 (8) (12)		-
Fioul Lourd	1 700	550 (9)	450 (1) (4) (9)	50 (11)
Gaz naturel, Biométhane	-	100 (2) (8)	100 (3) (6) (7) (13)	-
Gaz de pétrole liquéfiés	5	150 (8)		-

Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm3)
(1)	Installation déclarée après le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.	NOx : 550
(2)	Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.	NOx : 150
(3)	Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.	NOx : 150
(4)	Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.	NOx : 500
(5)	Installation déclarée avant le 1er janvier 2014.	NOx : 750
(6)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.	NOx : 225
(7)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.	NOx : 150
(8)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.	NOx : 225
(9)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.	NOx : 600
(10)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.	NOx : 825
(11)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, sauf lorsque la puissance thermique nominale totale dépasse 10 MW et qu'elle est située dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement.	Poussières : 100
(12)	Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an	NOx : 200
(13)	Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.	NOx : 120

Constats :

L'exploitant a communiqué les premiers résultats transmis par un mail de la société Dekra en attente du rapport complet concernant les mesures faites le 4/11/2022.

Les premiers résultats des mesures transmis sont conformes.

Demande :

L'inspection demande la transmission de l'intégralité du rapport de l'intervention de la société Dekra afin de s'assurer du respect des protocoles de mesurage et d'échantillonnage.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet